

29 novembre 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans "Asharq Al-Awsat" du 29 novembre 2008, sur les relations franco-saoudiennes, la question du nucléaire iranien, la situation au Liban, le conflit israélo-palestinien et sur la présence militaire de la France en Afghanistan.

QUESTION - Vous effectuez, Monsieur le Président, une visite dans la région du Golfe qui inclut l'Arabie saoudite et le Qatar. Dans quel esprit vous abordez l'étape saoudienne où vous aurez une réunion avec le roi Abdallah ? Comment faire pour donner consistance au partenariat stratégique qui vous lie à ce pays ? Et qu'attendez-vous d'un tel renforcement sur le plan des relations bilatérales mais également sur le plan régional et peut-être au-delà ?

LE PRESIDENT - Je me rends en Arabie saoudite très heureux de revoir Sa Majesté le Roi Abdallah, qui est un ami et avec qui j'entretiens, vous le savez, une relation de très grande confiance. J'ai d'ailleurs eu beaucoup de plaisir à revoir Sa Majesté il y a une quinzaine de jours à Washington, à l'occasion du G20, où il a exprimé une position mesurée et constructive sur la réforme du système financier international.

Je suis d'autant plus heureux de venir en Arabie saoudite que je garde un excellent souvenir de ma dernière visite, en janvier, qui avait permis de donner une nouvelle dimension à notre partenariat stratégique. L'Arabie Saoudite est, pour la France, un allié incontournable et un partenaire pour la paix dans la région. Et je veux rendre à nouveau hommage aux initiatives courageuses de Sa Majesté pour faire progresser la cause de la paix £ je pense bien sûr à l'initiative arabe de paix sur le conflit israélo-palestinien, mais je veux également parler du soutien apporté par l'Arabie saoudite à la réconciliation des Palestiniens, à la stabilisation et à la reconstruction du Liban, ou plus récemment de la proposition de médiation saoudienne sur l'Afghanistan. Je n'oublie pas non plus les messages très forts de Sa Majesté en faveur du dialogue entre les religions qui font de l'Arabie saoudite ce pont indispensable entre le monde arabo-musulman et l'Occident.

Concernant le partenariat franco-saoudien, nous n'avons cessé de le renforcer au cours des derniers mois. Lors de ma dernière visite, nous avons fait le choix, avec le Roi Abdallah, de refonder la relation entre nos deux pays en l'adaptant aux défis de notre époque, et aux priorités qui sont celles de l'Arabie saoudite.

J'avais notamment dit que la France voulait soutenir le choix lucide et éclairé du Roi Abdallah de parier sur la jeunesse et la connaissance en donnant la priorité à l'éducation, à la formation et à la recherche. Nous avions alors signé deux accords très importants dans ce domaine. En avril dernier, ce sont plus de 50 accords qui ont été signés entre les universités françaises et saoudiennes, ce qui devrait permettre un accroissement significatif du nombre de boursiers saoudiens en France.

En janvier, j'avais également dit le souhait de la France d'accompagner le développement de l'économie saoudienne. Par leur savoir-faire, les entreprises françaises sont en mesure de répondre aux besoins de l'Arabie saoudite dans de très nombreux domaines. L'Arabie saoudite l'a parfaitement compris et les résultats sont déjà impressionnantes : imaginez qu'au cours des seuls

8 premiers mois de cette année, nos exportations ont augmenté de 19% par rapport à 2007, et qu'elles devraient bientôt atteindre les 2 milliards d'euros. Depuis janvier, des contrats importants ont été signés avec des entreprises françaises : Veolia et Suez pour la gestion du réseau d'eau de Riyad et Djeddah, Alstom pour l'extension de la centrale de Shoaiba, ou encore Total pour la construction d'une raffinerie à Jubail. Et ce ne sont là que quelques exemples de cette confiance renouvelée de l'économie saoudienne dans le savoir-faire et la technologie français.

Le partenariat franco-saoudien s'est également renforcé dans le domaine de la sécurité intérieure, avec la signature en février d'un accord qui permet d'approfondir notre coopération dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, mais aussi contre tous les trafics - trafic de drogue, trafic d'être humains etc.- et également contre les phénomènes de cybercriminalité. Dans le domaine de la justice, un accord de coopération est en préparation et devrait être signé prochainement.

Enfin, sur la question essentielle de l'énergie, nous avions signé, lors de ma dernière visite, un accord particulièrement innovant dans les secteurs pétrolier et gazier, qui mettait en place une coopération privilégiée dans le domaine énergétique avec la création d'un groupe de travail franco-saoudien, composé d'experts et ouvert à la société civile et aux entreprises. J'ai également proposé à l'Arabie saoudite une coopération dans le domaine du nucléaire civil, où la France dispose de la première technologie du monde. Nous travaillons actuellement à un projet d'accord-cadre avec les autorités saoudiennes et je souhaite que nous puissions le signer le plus rapidement possible.

Vous le voyez, en seulement 10 mois, nous sommes déjà parvenus à des résultats très positifs et très concrets. C'est la preuve que le partenariat entre nos deux pays est bien en train de changer de dimension et c'est une excellente nouvelle.

Un mot enfin de la Conférence de Doha sur le financement du développement, à laquelle je participerai juste avant de me rendre en Arabie saoudite. Cette rencontre prend une signification particulière dans le contexte de crise économique mondiale que nous connaissons aujourd'hui et c'est pourquoi je tenais absolument à y être présent au nom de l'Union européenne. En effet, il est essentiel que cette crise ne se traduise pas par une diminution de l'aide à destination des pays en développement, qui en ont plus que jamais besoin. Nous avons une occasion historique de donner à la mondialisation un autre visage, plus humain, plus solidaire & nous devons la saisir. L'Union européenne est un acteur clef du développement puisqu'elle est aujourd'hui le premier bailleur d'aide publique au développement avec près de 60% de l'aide mondiale A Doha, je redirai la détermination des Européens à maintenir leur effort en faveur du financement du développement sous toutes ses formes.

QUESTION - S'agissant du Golfe, la question nucléaire iranienne suscite beaucoup d'interrogations sinon d'inquiétudes dans les pays riverains. Comment voyez-vous l'évolution de ce dossier dans la période qui s'ouvre avec l'installation de la nouvelle administration américaine ? La conjoncture serait-elle plus favorable à la recherche d'un accord avec l'Iran alors que M. Obama serait disposé à dialoguer avec Téhéran et peut-être à parvenir à un compromis ? Pourrait-on considérer qu'une déflagration aurait moins de chance de se produire que sous le Président Bush ?

LE PRESIDENT - L'approche que nous défendons avec nos partenaires européens sur le dossier iranien repose sur deux piliers : la fermeté et le dialogue. Nous devons nous montrer extrêmement fermes avec les autorités iraniennes. Mais nous devons, dans le même temps, maintenir ouvert un canal de discussion avec Téhéran, car le dialogue reste le meilleur moyen de convaincre les Iraniens qu'il est dans leur intérêt de se conformer à leurs obligations internationales. C'est dans le cadre de ces échanges que la communauté internationale a pu faire des offres extrêmement ambitieuses aux Iraniens, comportant des garanties importantes en matière de coopération sur le nucléaire civil mais aussi de développement économique. Ces offres restent aujourd'hui sur la table.

Depuis deux ans, les États-Unis ont fait plusieurs gestes forts s'inscrivant dans cette approche, notamment en acceptant de participer à la rencontre entre négociateurs européen et iranien. Je

crois que les déclarations du nouveau Président des États-Unis vont également dans ce sens et reflètent notre identité de vues sur la nécessité d'un dialogue sans complaisance avec Téhéran, seul à même de permettre à un règlement négocié de la crise.

Je sais que cette approche est aussi celle que privilégient nos Alliés dans la région £ je pense notamment à l'Arabie Saoudite et au Qatar, qui ne ménagent pas leurs efforts pour aider à trouver une solution pacifique. Pour nous, un Iran doté de capacités nucléaires est inacceptable.

QUESTION - Le Liban constitue pour la France et pour l'Arabie Saoudite une des premières priorités de leurs politiques extérieures respectives. Etes-vous, d'une manière générale, satisfait de l'évolution de la situation intérieure libanaise et de l'évolution des relations libano-syriennes ? Pourrions-nous dire, aujourd'hui, que vous êtes arrivés, avec la partie saoudienne, à une approche commune de la question libanaise et du rôle joué par les différentes parties dont la Syrie au Liban ?

LE PRESIDENT - Bien sûr que je suis globalement satisfait de la manière dont la situation au Liban a évolué depuis quelques mois. Qui ne le serait pas ? Je vous rappelle que le Liban, il y a encore six mois, était un pays plongé dans une crise politique extrêmement profonde et dont on ne voyait pas le bout £ une crise politique telle que le spectre de la guerre civile avait recommencé à hanter les Libanais.

Aujourd'hui, où en est-on ? Le Président Sleimane a été élu, le gouvernement d'union a été formé, les institutions libanaises fonctionnent à nouveau normalement, la situation sécuritaire s'est améliorée, la nouvelle loi électorale a été adoptée et les élections du printemps prochain se préparent. Les progrès sont également visibles sur le front les relations syro-libanaises, avec la mise en place des quatre commissions mixtes qui vont travailler sur un certain nombre de questions sensibles, des disparus aux prisonniers en passant par la question des frontières. Quant au rétablissement de relations diplomatiques, évoqué pour la première fois à Paris le 12 juillet et annoncée le 14 août dernier, nous souhaitons maintenant qu'il se concrétise avec la nomination, avant la fin de l'année, des deux ambassadeurs. Bien sûr, nous ne sommes pas au bout du chemin et il en reste encore un certain nombre d'étapes à franchir. Mais avouez que ça va quand même beaucoup mieux aujourd'hui qu'hier, et c'est pourquoi je suis optimiste.

Tout cela aurait-il été possible si nous n'avions pas pris le risque de discuter avec la Syrie ? Je ne le crois pas. Ce dialogue, je l'avais dit depuis le début, se devait d'être ferme, exigeant, et marqué par des avancées concrètes. Il l'a été £ c'est justement parce que nous ne constations pas d'évolution positive que j'avais fait le choix, en décembre dernier, d'interrompre les contacts noués avec les autorités syriennes. Mais dès lors que le régime syrien faisait les gestes que nous attendions de lui, je me devais de respecter ma parole et d'ouvrir une porte au dialogue, car c'est le seul moyen de convaincre le Président Assad de poursuivre ses efforts, mais aussi de convaincre des pays comme l'Iran que le retour dans la communauté internationale est possible, mais qu'il se mérite, et qu'il se gagne par des gestes concrets.

Sur toutes ces questions, j'ai beaucoup consulté Sa Majesté le Roi Abdallah, qui est un homme de raison et de modération, un grand sage de la région. Et je tiens d'ailleurs rendre à nouveau hommage au rôle décisif qu'ont joué des pays comme l'Arabie Saoudite et le Qatar dans la résolution de la crise libanaise.

QUESTION - L'un des soucis majeurs des Libanais, ce sont les élections législatives du printemps 2009 dont dépend, en quelque sorte, l'avenir du Liban. Auriez-vous obtenu, dans le cadre de vos nouvelles relations avec Damas que la partie syrienne garderait une position de neutralité ou plutôt de non-intervention dans ce processus électoral ? Par quels moyens pourriez-vous contribuer (avec l'UE et peut-être l'ONU), pour que ces élections soient honnêtes, transparentes et démocratiques ?

LE PRESIDENT - Nul doute que la communauté internationale regardera avec beaucoup d'attention ce qui va se passer lors de ces élections. Et personne n'acceptera que l'indépendance du Liban et la souveraineté du peuple libanais soient bafouées de quelque manière que ce soit. Ces élections sont une étape décisive dans la réconciliation du Liban, elles sont un rendez-vous majeur de la démocratie libanaise, libre et indépendante £ il donc essentiel qu'elles se déroulent de manière parfaitement transparente et équitable. C'est pourquoi, avec nos partenaires de

l'Union européenne, nous avons déjà fait connaître aux autorités libanaises notre disponibilité pour répondre à toute demande de soutien technique ou d'observation.

QUESTION - La France, en tant que présidente de l'UE, a joué un rôle très actif dans deux crises majeures : la crise géorgienne et la crise financière. Mais hélas, et malgré vos efforts et ceux du quartet, rien ne se passe (ou presque) sur le dossier israélo-palestinien. Vous avez indiqué dans votre discours inaugural des travaux de la conférence de Paris pour soutenir les palestiniens (décembre 2007) que vous allez vous investir pour avancer vers une solution dont vous avez dessiné les contours dans votre discours devant la Knesset cet été. Qu'allez-vous entreprendre, au nom de la France et de l'Europe et avec la nouvelle administration américaine pour que ce qui n'était pas possible jusqu'à maintenant (la conclusion d'un accord de paix) le sera demain ?

L'initiative arabe de paix serait-elle intégrée comme une des références de recherche de la paix ?

LE PRESIDENT - Ma conviction, c'est que nous devons tenir à tous un langage de vérité. Au cours des derniers mois, je crois avoir démontré que l'amitié de la France était aussi profonde et sincère pour les Israéliens que pour les Palestiniens, et que notre attachement à la création d'un Etat palestinien n'était en rien exclusif d'un engagement tout aussi fort pour la sécurité d'Israël. Parce que je ne conçois l'amitié que dans la franchise, mon devoir est de dire aux Israéliens que le meilleur moyen d'assurer leur sécurité, c'est la création d'un Etat palestinien indépendant, démocratique et viable £ et que la colonisation doit cesser parce qu'elle met en danger la paix, redevenue possible après Annapolis. Et je suis tout aussi franc sur la question des réfugiés ou sur la nécessité de faire de Jérusalem la capitale des deux Etats. Ces messages, je suis allé les porter jusque devant la Knesset.

De la même manière, je dis à nos amis palestiniens que l'arrêt des violences et du terrorisme est nécessaire pour parvenir à la paix, et que c'est d'abord la responsabilité des Palestiniens eux-mêmes que d'y mettre fin. C'est pourquoi la France soutient les efforts du Président Abbas en faveur de la réconciliation des Palestiniens.

Vous avez raison de dire qu'aujourd'hui les choses ne progressent pas assez vite. Ce que nous disons aux Israéliens et aux Palestiniens, c'est qu'il faut poursuivre les négociations, c'est qu'il faut continuer à avancer, même si c'est difficile, même si le contexte complique les choses. Nous avons une chance historique de paix, il faut la saisir. Le peuple israélien et le peuple palestinien ne demandent pas autre chose.

D'autant qu'il y a aussi des signes extrêmement encourageants £ je pense notamment à un progrès majeur qui, à mon sens, n'a pas été suffisamment souligné : c'est le fait que, pour la première fois, les autorités israéliennes ont accepté l'initiative arabe de Paix, dont Sa Majesté le Roi Abdallah a été l'initiateur en 2002. Cela s'est passé à Marseille, au début de ce mois, lors de la conférence ministérielle sur l'Union pour la Méditerranée £ et le 12 novembre dernier, c'est le Président Shimon Peres lui-même qui a rendu hommage à l'initiative arabe de Paix devant l'Assemblée générale des Nations unies.

Aujourd'hui, à la demande des deux parties, la France et l'Union européenne sont de plus en plus impliquées dans le processus de paix israélo-palestinien. Je souhaite que la nouvelle administration américaine joue, elle-aussi, tout son rôle sur cette question, car je suis convaincu qu'ensemble, Européens et Américains, nous pourrons apporter une contribution décisive au processus, en proposant par exemple des garanties internationales à un accord de paix sur les questions de sécurité, sur la question des réfugiés, ou plus généralement en matière de développement économique.

QUESTION - La France travaille à l'organisation à Paris d'une conférence régionale sur l'Afghanistan alors que l'Arabie Saoudite est disposée à jouer les intermédiaires pour réconcilier les parties afghanes. Pourrait-on imaginer une forme de coopération ou de synergie entre les deux initiatives ? Et d'une manière générale, quelle est votre appréciation de la situation en Afghanistan ? Quelles sont vos attentes de la nouvelle administration américaine sur ce sujet ?

LE PRESIDENT - Ce qui se joue en Afghanistan nous concerne tous, car ce qui se joue en Afghanistan, c'est notre sécurité et celle du monde. C'est pour cela que j'ai décidé, il y a quelques mois, un renforcement sans précédent de notre effort civil et militaire. Ce renforcement,

je l'ai décidé dans le cadre de la nouvelle stratégie des alliés qui a été adoptée à l'initiative de la France au sommet de Bucarest, et qui prévoit une approche globale, civile et militaire, avec une coordination accrue de l'aide et la prise en charge progressive par les Afghans eux-mêmes de leurs responsabilités de sécurité.

Barack Obama a d'ores et déjà annoncé qu'il ferait lui aussi de l'Afghanistan une priorité, et je m'en réjouis car nous aurons besoin de toutes les énergies et de toutes les volontés pour aider l'Afghanistan à se relever.

Mais la solution passe aussi par la mise en place d'un large dialogue politique qui permette à tous les Afghans qui le veulent et renoncent à la violence, de participer au relèvement du pays. Les efforts déployés en ce sens par les autorités afghanes doivent être salués. C'est leur responsabilité.

Il faut également mettre l'accent sur la reconstruction. C'est ce qu'a fait la France en doublant son aide civile, et en accueillant à Paris en juin dernier une conférence de donateurs internationaux qui a été un véritable succès avec plus de 20 milliards de dollars mobilisés. La communauté internationale doit désormais honorer ses engagements, et renforcer l'efficacité et la visibilité de l'aide internationale. C'est essentiel pour renforcer la légitimité de l'action internationale aux yeux d'une population afghane qui s'impatiente - légitimement - de voir ses conditions de vie s'améliorer.

Il est également essentiel de renforcer la coopération entre l'Afghanistan et le Pakistan pour lutter contre le fléau du terrorisme qui frappe désormais les deux pays. L'accent doit notamment être mis sur la lutte contre l'infiltration en Afghanistan d'insurgés islamistes venus des zones tribales pakistanaises. Sur ce sujet, comme sur celui de la réconciliation nationale, l'Arabie saoudite, de par son rôle dans la région et son influence considérable dans les deux pays, peut jouer un rôle majeur.

De notre côté, comme vous l'avez rappelé, Bernard Kouchner a proposé l'organisation d'une réunion informelle réunissant l'Afghanistan et ses voisins afin de renforcer la coopération régionale, qui est un élément décisif pour la stabilisation de l'Afghanistan et de la région toute entière.

Bien évidemment, toutes ces initiatives se complètent et se renforcent mutuellement. C'est la raison pour laquelle, avec nos amis saoudiens, nous soutenons chacun sans réserve les efforts de l'autre.